



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO

L'honorable **DWIGHT DUNCAN**
Ministre des Finances





PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO



L'honorable **DWIGHT DUNCAN**
Ministre des Finances

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2012, Allocution*, appeler (sans frais d'interurbain) au :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à : www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :

En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario

Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h

416 326-5300

1 800 668-9938 Sans frais au Canada

1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012

ISSN 1499-5557 (Imprimé)

ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:

2012 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement

Introduction

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2012*.

Au moment où je vous parle, des familles ontariennes ressentent toujours les contrechocs de la récession mondiale.

Le monde continue de faire face à des défis en raison de l'incertitude qui caractérise la conjoncture économique.

Un certain nombre d'économies européennes sont entrées en récession et la situation demeure précaire.

Dans bien d'autres territoires, l'endettement des gouvernements est considérable et éclipse celui de l'Ontario et du Canada.

Aux États-Unis, notre principal partenaire commercial, la reprise économique est lente et entravée par le chômage élevé.

Le ralentissement de la croissance dans les économies de marché en émergence ajoute à l'insécurité mondiale.

L'Ontario est directement touché par les bouleversements économiques mondiaux et l'incertitude qui s'ensuit.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, notre gouvernement prend des mesures vigoureuses et décisives pour améliorer l'économie de l'Ontario et favoriser la création d'emplois.

Je suis heureux de faire le point, à l'intention des Ontariennes et des Ontariens, sur l'efficacité des mesures décisives prises par le gouvernement McGuinty.



Travailler ensemble pour relever les défis

Grâce à ces mesures vigoureuses, le gouvernement McGuinty s'est attaqué aux problèmes avec lesquels l'Ontario était aux prises avant et pendant la récession mondiale.

Nous avons relevé ces défis en travaillant ensemble.

Quand je dis « nous », je veux dire tous les Ontariens et Ontariennes, ensemble.

Avant la récession, nous avons rebâti nos écoles et nos hôpitaux, que le gouvernement précédent avait négligés pendant des années.

Nous avons maintenant une main-d'oeuvre qui compte parmi les plus scolarisées au monde et peut prendre sa place sur le marché mondial des idées, des produits et des services...

Et un système de santé amélioré pour prendre soin de nos êtres chers.

Ensemble, nous avons rebâti notre réseau d'électricité, qui avait pris de l'âge et n'était plus fiable.

Maintenant, il est plus performant, offrant une capacité accrue de plus de 10 000 mégawatts provenant d'installations neuves ou remises en état pour soutenir notre économie en croissance.

Le gouvernement McGuinty a éliminé le déficit caché dont il avait hérité du gouvernement précédent.

Nous avons équilibré le budget trois années consécutives.

Puis, Monsieur le Président, la récession mondiale a frappé.

En 2008-2009, l'économie mondiale a connu le pire ralentissement de son histoire depuis la Crise de 1929.

Ce repli a sévi partout dans le monde, aussi bien dans les pays avancés que dans les économies de marché en émergence.

Les Ontariennes et Ontariens se sont de nouveau retourné les manches pour faire face à la tourmente économique mondiale...

Pour aider les travailleurs à garder leur emploi...

Ou à en trouver de nouveaux.

À cette fin, la province a injecté des fonds considérables afin de stimuler l'économie.

Nous avons investi dans notre industrie automobile...

Dans la foresterie et l'exploitation minière.

Nous avons fait d'importants investissements dans l'infrastructure...

Pour transformer une infrastructure vieillissante en occasions de croissance.

Les Ontariennes et Ontariens ont pris des mesures vigoureuses pour aider littéralement des milliers de travailleurs à garder leur emploi.

Nous avons réformé le système fiscal, devenu désuet, pour accroître la compétitivité de l'Ontario.

Et maintenant, l'Ontario est l'un des endroits les plus intéressants pour les entreprises qui veulent investir...

Et de tels investissements créent des emplois.

Monsieur le Président, les Ontariennes et Ontariens ont pris des mesures vigoureuses en cette période de turbulence pour affronter la récession mondiale.

Pour maintenir notre économie sur la bonne voie...

Pour créer de bons emplois...

Et pour établir une prospérité collective dont toutes les familles ontariennes d'aujourd'hui et de demain pourront profiter.

Croissance de l'économie et des emplois

Comme dans bien d'autres endroits du monde, l'économie de l'Ontario affiche une croissance constante, mais plus modérée que nous le souhaitons.

La croissance de l'économie et des emplois est revenue au niveau d'avant la récession.

Depuis la fin de la récession, le produit intérieur brut réel de l'Ontario a augmenté de 8,1 p. 100...

Et plus de 350 000 emplois nets à plein temps ont été créés.

La plupart de ces emplois ont été créés dans des industries où le salaire est supérieur à la moyenne.

Depuis 2003, l'Ontario a créé 565 600 emplois nets.

Ce qui équivaut à 5 237 emplois par mois...

Ou à environ 172 emplois par jour.

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel, qui ont augmenté de près de 19 p. 100 en 2011, sont l'une des principales locomotives de la croissance économique de l'Ontario.

Monsieur le Président, les faits parlent d'eux-mêmes.

Il n'y a pas de meilleur endroit que l'Ontario pour prendre de l'expansion et profiter des nouvelles occasions.



Gestion des dépenses

Monsieur le Président, l'élimination du déficit est la mesure la plus importante que la province puisse prendre pour favoriser la croissance de l'économie et la création d'emplois.

Notre gouvernement est en voie d'éliminer le déficit d'ici 2017-2018.

Pour la quatrième année de suite, l'Ontario devance ses objectifs de diminution du déficit.

Nous gérons la croissance des dépenses avec prudence tout en protégeant les emplois et les services publics.

L'an dernier, la croissance des dépenses de programmes a été inférieure à 1 p. 100.

Ce taux d'augmentation des dépenses de programmes n'a été plus faible qu'une seule fois en dix ans.

En moyenne, pendant ces dix années, l'augmentation des dépenses de programmes a été sensiblement la même en Ontario qu'au palier fédéral.

Monsieur le Président, notre gouvernement prend des mesures vigoureuses parce que nous savons que le statu quo n'est pas une option.

Nous savons que l'élimination du déficit renforcera l'économie.

Nous continuerons de renforcer et de soutenir la création d'emplois...

Et de protéger les écoles et les services de santé qui tiennent à coeur aux Ontariennes et aux Ontariens.

Les mesures vigoureuses qu'a prises le gouvernement McGuinty donnent des résultats.

Pourtant, il y a encore du travail à faire.

Protéger les emplois et les services publics

L'Ontario a fait – et continue de faire – d'importants investissements dans les services publics.

Ces dernières années, lorsque la croissance économique était robuste, ces investissements ont inclus des augmentations salariales équitables pour nos travailleurs du secteur public.

Nous reconnaissons la valeur du travail qu'effectuent les employés du secteur public pour les familles de l'Ontario...

Et nous voulons protéger leurs emplois et les importants services qu'ils dispensent.

Il est un fait qui met les choses en perspective, Monsieur le Président...

Plus de la moitié de ce que le gouvernement dépense, soit plus de 55 milliards de dollars, est consacrée aux salaires et aux avantages sociaux des employés du secteur parapublic de la province.

Compte tenu du déficit et de l'incertitude économique qui persiste...

L'Ontario fait face à un choix clair : limiter les salaires et les avantages sociaux ou mettre à pied des milliers d'Ontariennes et d'Ontariens travaillants, qui fournissent les services publics sur lesquels les familles ontariennes comptent.

Il est juste et raisonnable de demander à tous les employés du gouvernement d'accepter un gel salarial de deux ans afin que nous puissions protéger les services publics et sauvegarder les emplois dans le secteur public.

Les députés sont à mi-chemin d'un gel salarial de cinq ans.

Nous avons récemment adopté une loi afin de protéger les gains réalisés dans le secteur de l'éducation.

La Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves repose sur une entente conclue avec 55 000 enseignantes et enseignants après 300 heures de négociations qui se sont déroulées sur une période de six mois.

Au cours des deux prochaines années, elle devrait faire économiser 2 milliards de dollars aux contribuables...

Et protéger près de 20 000 emplois en éducation.

Nos médecins sont de retour à la table des négociations afin de nous aider à atteindre nos objectifs et à mieux servir les patients.

Tout récemment, un syndicat du gouvernement comptant 10 000 employés a conclu une entente de principe comprenant un gel salarial de deux ans.

Nous voulons maintenant travailler avec près d'un demi-million d'autres employés du gouvernement pour négocier des ententes semblables.

Il y a trois semaines, j'ai proposé aux fins de consultation la loi de 2012 protégeant les emplois et les services publics.

Dans le cadre de cette ébauche de projet de loi, nous avons mis de l'avant l'approche que nous privilégions pour maintenir les gens au travail tout en protégeant les services publics.

Ce projet de loi protégerait les emplois de 55 000 Ontariennes et Ontariens...

Et éviterait des hausses de dépenses dans les secteurs public et parapublic de 2,8 milliards de dollars sur trois ans.

Hélas, nous avons un parlement minoritaire...

Le gouvernement a donc besoin de l'appui d'un des partis de l'opposition.

Nous avons informé les deux partis de l'opposition.

Nous leur avons écrit pour leur demander leur appui.

Et nous poursuivrons les discussions avec les partis de l'opposition...

Tout en cherchant aussi des solutions en dehors de l'Assemblée législative.

Nous avons toujours dit que nous collaborerions avec quiconque est prêt à travailler avec nous...

Pour atteindre l'objectif d'éliminer le déficit et de protéger les emplois et les services publics.

Voilà pourquoi nous sommes disposés à rencontrer nos partenaires syndicaux et poursuivre la conclusion d'ententes cadres.



Nous savons qu'il est possible d'arriver à des ententes négociées lorsque nos partenaires en ont la volonté.

Cela a toujours été – et demeure – notre préférence.

Nous avons adopté cette approche avec environ le tiers de nos enseignantes et enseignants...

Avec 10 000 employés du gouvernement.

Nous avons vu que, dans le secteur privé, les employeurs et les employés peuvent arriver ensemble à mettre en place des gels salariaux à la suite de négociations serrées.

Il reste à voir si nous pourrions obtenir les résultats nécessaires avec encore un demi-million de travailleurs du secteur public.

Nous préférons qu'il en soit ainsi et nous poursuivrons nos efforts pour atteindre ce but.

D'une manière ou d'une autre, nous avons besoin d'une restriction de la rémunération comme moyen d'atteindre nos objectifs financiers et de protéger les emplois et les services publics.

Le plan financier ne prévoit pas de fonds au titre de l'augmentation progressive de la rémunération dans les nouvelles conventions collectives.

Par conséquent, toute augmentation salariale ne pourrait être compensée que par des suppressions d'emplois et des coupures dans les services publics...

Ou par des hausses d'impôts.

Le gouvernement McGuinty ne peut pas et ne veut pas accepter de telles solutions.

S'il a le choix entre protéger les emplois et les services publics, et supprimer des emplois, ce qui signifie moins de services, le gouvernement McGuinty choisira de protéger les emplois et les services publics...

À chaque fois.

Élimination du déficit

Monsieur le Président, les mesures décisives que nous prenons pour éliminer le déficit portent leurs fruits.

Nos résultats en matière de réduction du déficit sont en avance sur nos prévisions.

En 2012-2013, le déficit de la province devrait être de 14,4 milliards de dollars...

Soit plus de 400 millions de dollars de moins que les projections du budget de 2012.

Selon les *Comptes publics de l'Ontario de 2011-2012*, le déficit se chiffrait à 13,0 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 3,3 milliards de dollars par rapport aux prévisions du plan budgétaire.

Le gouvernement McGuinty poursuivra ses efforts pour réduire le déficit chaque année...

Jusqu'à ce que nous l'éliminions en 2017-2018.

Conclusion

Monsieur le Président, l'économie mondiale traverse une période d'incertitude.

Les gouvernements partout au monde ne peuvent pas rester passifs et attendre que l'incertitude s'estompe.

Ici, en Ontario, nous restaurons la confiance, faisons croître l'économie et bâtissons la prospérité pour les familles...

Pierre par pierre...

Emploi par emploi.

Monsieur le Président, nous continuerons d'atteindre nos objectifs financiers ...

Et nous continuerons de transformer la façon dont nous offrons des services publics à la population...

Pour assurer l'optimisation des ressources par les meilleurs services possibles.

Nous avons pris les mesures nécessaires pour que l'économie ontarienne soit concurrentielle...

L'élimination du déficit est la mesure la plus importante que nous puissions prendre pour stimuler notre économie et créer des emplois.

La prospérité à long terme est le résultat de la création d'emplois et de l'équilibre budgétaire.

La compétitivité économique de l'Ontario et un budget équilibré sont la voie qui nous permettra de continuer à offrir les meilleurs services d'éducation et de santé au monde.

Monsieur le Président, l'Ontario est une province forte, qui s'appuie sur une fière tradition en matière d'emploi et de croissance économique.

En prenant des mesures décisives et en faisant les bons choix aujourd'hui, nous poursuivrons dans cette tradition et bâtirons un meilleur avenir.

Merci, Monsieur le Président.